



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3220

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Olivier Dussopt, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Olivier Dussopt. Monsieur le Premier ministre, vous venez de le dire, vous êtes à la tête d'un pays qui souffre. Un pays où de plus en plus de ménages ne savent pas comment ils vont arriver à boucler les fins de mois. Un pays où de plus en plus de gens renoncent à se soigner. Un pays, aussi, où de plus en plus de jeunes renoncent à envisager des études longues car ils savent que leurs parents ne pourront pas suivre.

Un pays où les ménages voient, mois après mois, les dépenses obligatoires augmenter - le gaz, l'électricité, les assurances, l'essence, les produits alimentaires - et où de plus en plus de ménages n'ont que les moyens de survivre, en aucun cas de vivre.

Face à cela, la réponse de votre gouvernement vire à la provocation.

Provocation, la mise en place d'un panier de produits essentiels, qui n'est rien d'autre qu'un panier des pauvres.

Provocation encore, quand un de vos ministres reproche à celles et ceux qui cherchent un emploi de gagner trop d'argent avec les minima sociaux. Provocation telle que vous êtes obligé de le désavouer devant nous.

Provocation aussi, quand, dans le même temps, vous décidez d'alléger encore la fiscalité sur le patrimoine.

Provocation, enfin, lorsque vous annoncez une prime de 1 000 euros, une prime peau de chagrin qui, jour après jour, concerne toujours moins de salariés, qui, jour après jour, est de moins en moins importante, jour après jour plus complexe à mettre en place, une prime qui, aux dernières nouvelles, pourrait même être versée sous forme de participation ou d'actions. C'est se moquer du monde. C'est un mirage, une illusion brandie devant les salariés qui ne sont pas dupes de votre manoeuvre.

Monsieur le Premier ministre, nous vous avons demandé plusieurs fois de bloquer le prix de l'essence et d'encadrer les loyers.

Nous souhaitons l'ouverture d'une vraie négociation salariale, car, pour nous, le seul véritable outil de répartition des richesses reste le salaire, alors que vous, vous ne voulez même pas donner un coup de pouce au SMIC quand vous avez la possibilité de le faire.

Vous pouvez répéter à l'envi que le pouvoir d'achat des Français augmente. Plus personne ne vous croit.

En réalité, les Français ne veulent ni gadgets ni effets de communication. Ils veulent simplement vivre, et vivre dignement. Allez-vous enfin répondre à leurs revendications salariales ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, vous avez parlé de dignité. La dignité, en politique, c'est de ne pas raconter n'importe quoi, c'est de ne pas faire n'importe quelles promesses. Et ce n'est pas non plus d'engager des polémiques sans nom. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

Pour engager des polémiques, je dois dire que je parle à des experts.

M. Frédéric Cuvillier. Dites-le à Wauquiez !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Vous voulez parler de pouvoir d'achat ? Très bien ! Qui a sacrifié le pouvoir d'achat des ouvriers, en 1997, en mettant en oeuvre les 35 heures obligatoires ? C'est le parti socialiste.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Qui a voté, en revanche, l'augmentation du minimum vieillesse - 25 % sur l'ensemble du quinquennat ? C'est cette majorité.

Qui a décidé de relever les pensions de réversion pour les Français les plus modestes ? C'est cette majorité. Ce n'est pas le parti socialiste.

Qui a décidé de défiscaliser les heures supplémentaires...

M. Michel Ménard. Parlons-en !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. ...pour donner davantage à celles et ceux qui en font ? C'est cette majorité. Ce n'est pas le parti socialiste, qui lui-même propose, promet, de revenir sur cette disposition, pour sacrifier, une fois de plus, le pouvoir d'achat des ouvriers et des employés.

Vous avez parlé de pouvoir d'achat. Dans les collectivités que vous gérez, vous êtes les spécialistes de l'impôt. Vous êtes les spécialistes des impôts locaux ! Oh, il n'y a jamais photo entre une collectivité qui est gérée par la droite et le centre et une collectivité qui est gérée par la gauche. À chaque fois, vous augmentez la fiscalité, parce que vous aimez l'impôt, tout simplement ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP* . - *Protestations sur les bancs du groupe SRC*.)

Vous aimez tellement l'impôt que vous proposez, dans votre projet - si tant est que l'on puisse appeler ça un projet -, de fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu. Pour augmenter les impôts de qui ? Les impôts des classes moyennes. Voilà la spécialité du parti socialiste !

Sur tous ces sujets, je vous le dis, vous n'êtes pas qualifiés. Vos promesses sont déconsidérées aux yeux des Français. Oui, en matière de pouvoir d'achat, il vaut mieux choisir la majorité que le parti socialiste ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP* . - *Huées sur les bancs du groupe SRC*.)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Dussopt](#)

Circonscription : Ardèche (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3220

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 mai 2011